

LA DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE,  
MISSION DE SERVICE PUBLIC

Emmanuel LESUEUR de GIVRY  
Conseiller à la Cour de cassation  
Directeur du service de documentation et d'études

Augustin-Charles Renouard, Conseiller à la Cour de cassation, écrivait en 1839 au chapitre "jugements et arrêts" du "Traité des droits d'auteurs dans la littérature, les sciences et les beaux-arts" : "les jugements et arrêts des cours et tribunaux, que ces tribunaux soient composés d'un juge ou de plusieurs, ne sont la propriété ni du siège duquel ils émanent, ni des plaideurs qui les provoquent. Ils appartiennent au pays tout entier; leur publicité est à la fois une garantie pour les justiciables et un moyen d'enseignement pour tous les citoyens"; ajoutant : "sous l'ancienne législation, la publication des jugements et arrêts était soumise à des permissions préalables qui étaient tout à la fois un instrument de censure et une source de monopoles".

Et pourtant, ce n'est que récemment qu'a émergé en tant que priorité gouvernementale le thème de l'accès au droit et notamment de l'accès à la jurisprudence. Ainsi, depuis une vingtaine d'années, s'affirme une politique profondément novatrice qui entend désormais traduire les objectifs de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi. Elle a pour atout décisif l'apport des techniques de l'information et de la communication à telle enseigne que, ce dont il est aujourd'hui question, ce n'est plus tant d'accès au droit - ce qui postule une démarche du citoyen pour obtenir l'information -, que de diffusion du droit. Le numérique abolit quasiment la distance entre l'usager et l'informateur. "Internet pour le droit" est devenu un sujet de colloque au même titre que "le droit de l'internet".

Offre-t-il alors la possibilité de rendre plus effectif l'adage *Nemo censetur ignorare legem* ? Souvenons-nous quand même que c'est parce que les services des *traducteurs* étaient proposés aux citoyens romains que les magistrats tenaient pour certain que *nul n'était censé ignorer la loi* ! Il est sûr en tout cas que la consécration récente de la diffusion de la jurisprudence comme mission de service public (I) appelle nécessairement la définition et la mise en oeuvre d'une politique de diffusion des données jurisprudentielles (II).